

Wallonne du logement : il y aura des auditions - 06/01/2012

Suite aux dérapages dans la gestion de la Wallonne du Logement, le président du CA et le directeur seront entendus au parlement wallon.



La conférence des présidents du parlement wallon n'a pas tergiversé : c'est à l'unanimité que les groupes politiques ont décidé de tenir une commission spéciale sur l'affaire de la Société wallonne du Logement.

On ne traînera pas : la première commission spéciale se tiendra le 20 janvier, dans l'après-midi. On commence par deux auditions : le président du conseil d'administration de la SWL André De Herde et le directeur général Alain Rosenoer.

Une commission Logement classique se tiendra par ailleurs mardi prochain. Elle décidera d'éventuelles autres auditions.

Directeur vs directrice

L'affaire éclate un peu avant Noël. Pour rappel, un double audit, interne et externe, révèle alors des carences importantes dans la gestion de la Société wallonne du Logement. Celle-ci est supposée conseiller, agréer et contrôler les sociétés de logement public en Wallonie. L'audit interne et le rapport externe d'Ernst & Young pointent notamment un manque de contrôle flagrant sur toute une série de démarches et de dépenses. Parc automobile, carburant, GSM, frais de vêtements, etc.

L'accent est mis tout particulièrement sur la passation de marchés publics, qui ne respecte pas la procédure légale

C'est le directeur général Alain Rosenoer qui avait commandé ces audits. Son intention était de dévoiler les errances de gestion de la directrice des services généraux Catherine Delid. Mais la démarche s'est passablement retournée contre lui : licenciée pour faute grave, la directrice des services généraux a à son tour chargé celui qui l'accusait, Alain Rosenoer.

Selon Catherine Delid, le directeur était en effet au courant de tous ces dysfonctionnements depuis longtemps. Par ailleurs, la directrice nie toute intention de fraude.

Quoi qu'il en soit, outre la commission spéciale du parlement wallon, une information judiciaire et une enquête financière ont été ouvertes sur ces dérapages dans la gestion de la SWL et les risques d'abus sociaux qui y seraient liés.